

Interdiction des deux mouvements de l'UPR à Bembèrèkè et Kouandé

Bembèrèkè sous haute surveillance militaire

L'Union pour la relève (Upr) dénonce une privation des libertés dans cette localité

Ecrit par **Fraternité**

Le week-end écoulé a été celui de tous les dangers dans la ville de Bembèrèkè. Alors que le meeting de l'Union pour la relève (Upr) prévu pour se tenir dans cette cité a été interdit par une correspondance préfectorale signée du secrétaire général de la préfecture représentant le préfet des départements du Borgou Alibori, tous les coins de la ville ont été pris d'assaut ce samedi par des hommes en arme. On croirait un état d'urgence décrété dans cette cité des Gando et des Wassangari. La ville était presque morte et les activités économiques étaient au ralenti du fait de la présence des forces de sécurité armées jusqu'aux dents qui ont quadrillé toute la ville. Dans l'arrêté interdisant le meeting de l'UPR au même titre que celui des FCBE prévu pour se tenir le même jour, l'autorité préfectorale évoque les prémices de troubles à l'ordre public qui pourraient engendrer un affrontement entre militants des deux partis. Devant cette situation, les militants du parti de l'honorable Issa Salifou ont préféré échanger avec les journalistes au domicile du coordonnateur communal et ce malgré la présence des militaires qui étaient postés juste à 60 mètres du lieu où devrait se tenir la conférence de presse. Selon le coordonnateur communal de l'UPR à Bembèrèkè, les cartes politiques de la ville de Bembèrèkè ne se joueront plus sans l'Union pour la relève. C'est ce qui fait peur au pouvoir en place qui comptait maîtriser la ville, a-t-il dit. Mifoutaou Saliou Sambo estime que l'interdiction de ce meeting n'est qu'une machination de l'autorité préfectorale qui craint une hégémonie de l'Upr dans une ville que les Forces Cauris pour un Bénin Emergent considéraient comme leur chasse gardée. Pour le conférencier, plus rien ne sera comme avant et les intimidations du gouvernement sont loin d'éteindre les ardeurs des militants de l'UPR de la localité. Pour l'honorable Amouda Razaki, cet agissement des gouvernants actuels est la preuve tangible de ce que la démocratie est en péril au Bénin. C'est aussi, martèle-t-il, les derniers soubresauts d'un régime agonisant. Pendant que l'on interdisait tout rassemblement des militants de l'UPR à Bembèrèkè, ce sont des milliers de militants FCBE transportés des villages et hameaux environnants qui se sont donnés rendez-vous à l'école primaire publique Guéné de la ville qui est pourtant une place publique. Cette assemblée générale qui a réuni les cadres de Bembèrèkè venus de Cotonou se tenait au nez et à la barbe des forces de l'ordre.

Présidentielles de 2011:Yayi interdit 02 meetings de Bio Tchané

Ecrit par le matinal

Ni à Kouandé, ni à Bembèrèkè les militants de Abdoulaye Bio Tchané n'ont pu se réunir. Les deux meetings de soutien projetés par l'Union pour la relève (Upr) de Issa Salifou pour soutenir la candidature du président de la Boad aux prochaines élections présidentielles ne sont pas du goût du pouvoir de Yayi Boni qui a instruit les deux préfets à faire échec aux projets. Le pouvoir a prétexté de troubles à l'ordre public pour interdire les différentes manifestations prévues à cet effet.

Les deux meetings projetés par l'Union pour la relève (Upr) de Issa Salifou pour soutenir la candidature de Abdoulaye Bio Tchané aux élections présidentielles de 2011, n'ont pu avoir lieu à Bembèrèkè et à Kouandé. La faute n'incombe pas aux organisateurs. Dans les deux villes, les autorités préfectorales ont attendu la veille des événements pour adresser une correspondance à Issa Salifou et son groupe pour leur signifier, que de telles manifestations seraient de potentielles sources d'affrontements entre militants des Forces cauris pour un Bénin émergent (Fcbe), proches de Yayi Boni, et ceux de l'Upr soutenant le président de la Banque ouest africaine de développement (Boad). Curieusement, les raisons évoquées pour empêcher la tenue des deux meetings sont presque similaires. Dans l'Atacora, c'est une marche de soutien des femmes aux actions du chef de l'Etat dans la ville de Kouandé, placée sous l'égide de la première Dame Chantal Yayi qui a été avancée pour refuser aux militants de l'Upr de faire une démonstration de force. Cette manifestation a été programmée le même jour et à la même heure que le rassemblement des amis de Abdoulaye Bio Tchané. Plus curieux, reste le cas de Bembèrèkè, dans le Borgou. Dans un message radio (voir fax similaire), le préfet a interdit toutes manifestations programmées par les groupes Upr et Fcbe. Ils auraient en vue de tenir simultanément leur meeting respectif le samedi dernier à 10 heures précises. Nouvelle coïncidence qui, aux yeux des autorités préfectorales, fait planer des menaces sur la paix, et susciterait des troubles à l'ordre public. Prétextant de ces raisons, le commandant de brigade de la gendarmerie et le commissaire central de la ville de Bembèrèkè, ont été instruits par la préfecture pour prendre des dispositions idoines et urgentes en vue d'interdire ces rencontres. Ces informations ont provoqué une ébullition dans le camp des militants de Abdoulaye Bio Tchané, qui n'ont pas hésité à qualifier cette situation de montage grotesque, de dérive du pouvoir, des affres d'un régime qui est coutumier des faits du genre.

Des arguties

Ce n'est pas pour la première fois que les préfets en fonctions à la tête des différents départements du pays interdisent des manifestations qui ne sont pas annoncées pour encenser Yayi Boni. Dans leur mode opératoire, ils n'utilisent que les mêmes arguments, qui se résument en des termes comme des chevauchements de date et d'heure, toute chose qui ne garantit pas la sécurité. Mais à force d'agir ainsi, ils ont tendance à prendre les Béninois pour des bêtes, le disque qu'ils jouent pour justifier leurs manœuvres dictatoriales, voire despotiques est rayé. Ils n'ont plus d'autres arguments à faire valoir, si ce n'est que ça. En réalité, le motif selon lequel, il y aura troubles à l'ordre public, dans le cas d'espèce en général n'est pas le fait des autres. En prenant exemple sur les deux meetings qui viennent d'être interdits à Kouandé et à Bembèrèkè, on ne doute pas du scénario mis en place par le pouvoir pour empêcher les sympathisants et amis de Abdoulaye Bio Tchane de se réunir. Alors que tout le monde parlait déjà de ces meetings de l'Upr, on n'était à mille lieux d'imaginer que les partisans du chef de l'Etat avaient les mêmes intentions, jour pour jour et heure pour heure. Tout porte à croire que les amis de Yayi Boni n'avaient aucun projet de rassemblement, mais le régime et ses exécutants ont dû inventer la tenue d'un meeting des Fcbe à Bembèrèkè. De même, ils ont balancé une fausse alerte sur l'arrivée de la première Dame à Kouandé pour créer dans leurs seules têtes un simulacre de troubles à l'ordre public. Comme quoi, laisser les militants de l'Upr se réunir ne laisse pas bon signe au régime. Mais c'est sûr que ce n'est que partie remise. De refus en refus, ils vont de plus en plus donner les moyens à leurs adversaires d'être toujours sous les projecteurs. Le prétexte avancé pour interdire les meetings n'existe pas. Si ce n'est pas pour camoufler leurs dérives autoritaires. Dans un pays démocratique qui se respecte, laisser les autres se réunir pour critiquer fait aussi partie du jeu démocratique. Or, c'est ce qui se révèle être le talon d'Achille du chef de l'Etat Yayi Boni et de son régime.

Interdiction de meetings politiques à Bembèrèkè et à Kouandé : Upr dénonce des manœuvres du gouvernement

Ecrit par **la Presse du Jour**

L'Union pour la relève de qualité (UPR) du président Issa Salifou a organisé une conférence de presse, hier, à son siège à Parakou. L'objectif de cette sortie politique est de dénoncer une série d'interdictions de manifestations du parti à Benbèrèkè et à Kouandé. Les responsables de l'UPR ont dénoncé également des manœuvres politiques du gouvernement du président Yayi Boni.

Issa Salifou, Razack Amouda, Baparapè Aboubakar, Miftaou Salhiou et le premier adjoint au Maire. de Kouandé devant les medias pour dénoncer les dérives dictatoriales du régime Yayi. Hier, à Parakou ils ont réunis les journalistes pour expliquer les circonstances dans lesquelles les manifestations de l'Upr ont été interdites alors que les forces cauris ont tenu leur meeting sous le regard complice des forces de sécurité. Pour ce qui est de Kouandé, la manifestation a été purement et simplement interdite. La première dame devait y tenir un meeting le même jour. Alors que le chef d'arrondissement avait donné son accord pour la tenue de la manifestation contraire est venu d'en .haut. Interdiction formelle de tenir le meeting d'adhésion à l 'Upr pour raison de sécurité. On peut comprendre les dessous de cette décision surtout que la majorité au sein du conseil communal de Kouandé a basculé en faveur du G 13. Ainsi, seule la manifestation de la première dame a été autorisée.

Pour ce qui concerne Bembèrèkè, l'interdiction concerne aussi bien le G 13 que la FCBE. Mais comme si ce n'était qu'un montage, les cauris de Bembèrèkè ont bien manifesté samedi dernier. Plusieurs camions ont transporté les gens d'autres localités pour ce meeting qui s'est déroulé dans une école primaire en présence des forces de sécurité impuissantes. C'est dire clairement que l'interdiction en réalité ne concernait que l'Upr. Pour Issa Salifou, Razack Amouda, Baparapè Aboubakar, Mouftaou et consorts, c'est bel et bien le gouvernement qui est à la base de tout ce montage. De plus en plus, Yayi durcit son pouvoir. Ce qui ne laisse aucun doute sur les menaces qui pèsent sur notre démocratie. Il ne veut plus voir aucun autre parti s'exprimer dans le septentrion si ce n'est pour le soutenir.

Interdiction des meetings de l'Upr dans le septentrion : Des militants menacent de marcher

Écrit par **Le Matin**

L'interdiction des meetings politiques de l'Union pour la relève de qualité (Upr) à Bembèrèkè et à Kouandé continue de susciter la colère des militants. Après la sortie des leaders de ce parti, c'est au tour des militants de manifester leur mécontentement vis-à-vis des décisions des autorités. Ils projettent pour les prochains jours, des marches de dénonciation.

Les militants du parti de l'Union pour la relève de qualité n'entendent donc pas rester les bras croisés face à l'interdiction des meetings annoncés la semaine écoulée dans les communes de Bembèrèkè et Kouandé. Ils veulent rester solidaires aux dénonciations faites par leurs leaders. Mieux, ils projettent pour les prochains jours des marches à travers les villes de Kouandé et Bembèrèkè pour fustiger ce qu'ils appellent le « complot du gouvernement contre l'Upr ». Selon les informations, ces militants Upr sont décidés à aller jusqu'au bout de leur ambition. Ils n'entendent pas reculer devant les pressions et les intimidations. On apprend de sources fiables que ces hommes, femmes et jeunes qui soutiennent la vision de l'honorable Issa Salifou et ses amis organisent des séries de manifestations pour marquer d'une manière ou d'une autre les localités de Bembèrèkè et Kouandé même en cas d'interdiction de leurs marches. Pour eux, il est important de montrer aux amis d'en face que le Bénin est un Etat démocratique dans lequel tous les droits doivent être équitablement accordés aux citoyens. D'ores et déjà, ils prennent à témoin le peuple et la communauté internationale des dérives qui pourraient être observées dans les jours à venir dans le septentrion. Selon les informations, le seul coupable que les militants Upr désignent, c'est le président de la République qui dans son désir de rempiler coûte que coûte en 2011 orchestre selon eux des coups bas aux autres formations politiques

Interdiction des manifestations a bembèrèkè

Et si les militaires sécurisaient plutôt les manifestants ?

Le week-end dernier, la ville de Bembèrèkè a été fortement militarisée afin d'empêcher la tenue de deux meetings : celui de l'Union pour la Relève (Upr) présidée par Issa Salifou et un autre des Forces cauris pour un Bénin émergent (Fcbe) conduit par Djibril Débourou. La question qu'inspire une telle militarisation est de savoir s'il n'aurait pas mieux fallu encadrer les manifestants par les militaires au lieu de les instruire pour interdire les meetings.

Une fois encore, le gouvernement du Dr Boni Yayi est indexé. En effet, alors que deux partis (l'Upr et Fcbe) ont eu l'autorisation du maire de Bembèrkè, le préfet des départements du Borgou-Alibori a de son côté interdit les meetings. Au vu de certaines interdictions de manifestations prises par le passé, il n'a pas été difficile de trouver que cet acte préfectoral est tout simplement de la dictature et de la violation des principes démocratiques. Le fort déploiement de contingents d'agents de sécurité à travers la ville n'était pas pour arranger les choses. Selon certaines informations, pendant que les camions qui convoyaient les militants Fcbe passaient facilement à travers les mailles de ces agents en direction d'une école primaire, ceux de l'Upr étaient tout bonnement retournés. D'où l'accusation de deux poids deux mesures qui fuse du camp de l'Upr. Mais au-delà de toutes ces torsions et contorsions de la loi, il convient de se demander s'il n'était pas judicieux d'utiliser plutôt les militaires pour qu'ils sécurisent les militants des deux partis. L'intelligence voudrait quand même que la force armée conférée à l'Exécutif par la Constitution soit utilisée à bon escient.

Le préfet, représentant de l'Etat central, aurait utilisé autrement les forces de l'ordre envoyées sur le terrain à Bembèrkè qu'aujourd'hui, nul ne trouverait à redire. Personne ne pourrait accuser le gouvernement de dictature, d'être partisan. Surtout que les autorisations de manifester avaient été déjà accordées, il aurait fallu réfléchi autrement. Mais, on a l'impression que tous les jours qui passent, c'est seulement comment s'imposer aux autres qui guident les actes du gouvernement et de ses démembrements. A cette allure, les risques d'affrontement ne sont pas loin.